

Convention collective nationale

IDCC : 2132. – **RÉGIES DE QUARTIER ET COMITÉ NATIONAL
DE LIAISON DES RÉGIES DE QUARTIER**
(12 avril 1999)

AVENANT N° 7 DU 30 MAI 2007
RELATIF AU RÉGIME DE PRÉVOYANCE

NOR : ASET0750766M
IDCC : 2132

Article 1^{er}

Objet de l'avenant

Les partenaires sociaux, réunis en commission paritaire, décident d'améliorer la couverture du régime de prévoyance obligatoire mis en place par l'avenant n° 3 du 25 janvier 2000 à l'accord collectif national professionnel Régies de quartier du 12 avril 1999, modifié par l'avenant n° 4 du 20 avril 2001, en y intégrant les dispositions suivantes :

- la couverture du risque décès ;
- la diminution de la condition d'ancienneté pour bénéficier de la garantie maintien de salaire, appréciée désormais dans la branche d'activité et non plus dans la régie.

Article 2

Mise en place de la couverture du risque décès

Article 2.1

Garantie en cas de décès

En cas de décès du salarié avant 65 ans, et quelle que soit son ancienneté, il sera versé aux ayants droit un capital dont le montant est égal à 100 % du salaire annuel de référence (1).

(1) Le salaire de référence est égal au salaire total brut moyen ayant donné lieu à cotisation au cours des 12 mois précédant le décès ou l'arrêt de travail, y compris les primes à périodicité plus longue que le mois. Pour les salariés ayant été en arrêt de travail au cours des 12 mois précédant l'arrêt de travail, ou n'ayant pas 12 mois d'ancienneté dans la profession, le salaire sera reconstitué de manière théorique.

Le capital garanti est doublé lorsque le décès du salarié résulte d'un accident.

Invalidité absolue et définitive

Tout salarié âgé de moins de 60 ans considéré par la sécurité sociale comme inapte à toute activité et étant dans l'obligation d'avoir recours à l'assistance d'une tierce personne (invalidité de 3^e catégorie) bénéficiera du versement par anticipation du capital prévu au titre de la garantie décès, à l'exclusion des majorations pour décès accidentel. Ce paiement met fin à la garantie décès concernant le participant.

Double effet

Le décès postérieur ou simultané du conjoint âgé de moins de 60 ans et non remarié entraîne le versement au profit des enfants restant à charge (au sens fiscal du terme) d'un capital égal au capital décès garanti sur la tête du salarié, à l'exclusion des majorations pour décès accidentel.

Article 2.2

Maintien de la garantie décès

Les garanties décès, telles que définies à l'article 2.1, sont maintenues en cas de résiliation ou non-renouvellement du contrat d'adhésion au salarié en arrêt de travail pour maladie, accident, invalidité bénéficiant de prestations complémentaires d'incapacité de travail ou d'invalidité d'un organisme assureur ou de AG2R Prévoyance, dues ou versées au titre d'un contrat collectif obligatoire souscrit par l'adhérent.

La garantie maintenue en cas de résiliation ou de non-renouvellement du contrat d'adhésion est celle prévue aux conditions particulière dudit contrat en cas de décès du salarié, sauf exclusions et limitations définies ci-après. Elle s'applique à tout décès survenu postérieurement à la date d'effet de la garantie.

N'entrent pas dans le maintien de la garantie en cas de résiliation ou de non-renouvellement du contrat d'adhésion : l'invalidité absolue et définitive du participant survenant postérieurement à la date d'effet de la résiliation ou du non-renouvellement.

La revalorisation du salaire de référence AG2R Prévoyance servant au calcul des prestations cesse à la date d'effet de la résiliation ou du non-renouvellement du contrat.

Les exclusions de garanties AG2R Prévoyance prévues lorsque le contrat d'adhésion est en vigueur s'appliquent également à la garantie décès maintenue en cas de résiliation ou de non-renouvellement.

La garantie décès, telle que définie ci-dessus, est maintenue :

- jusqu'au terme de la durée conventionnelle de maintien de salaire lorsque l'adhérent a souscrit, à l'exclusion de toute autre garantie en cas d'arrêt de travail du salarié, une garantie maintien de salaire (ou mensualisation) auprès de AG2R Prévoyance ;
- jusqu'au 1 095^e jour d'arrêt de travail indemnisé pour incapacité de travail par AG2R Prévoyance ou par l'organisme assureur de l'adhérent ou jusqu'au 65^e anniversaire du participant ;

- jusqu’au 60^e anniversaire du participant, en cas d’invalidité indemnisée à titre complémentaire par AG2R Prévoyance ou par l’organisme assureur de l’adhérent ;
- dans tous les cas, jusqu’à la date d’acquisition de la pension du régime de base d’assurance vieillesse.

Article 3

Modification de la condition d’ancienneté pour bénéficier de la garantie maintien de salaire

Pour bénéficier de la garantie maintien de salaire en cas d’arrêt de travail consécutif à une maladie ou à un accident de travail, d’origine professionnelle ou non, la condition d’ancienneté est ramenée à 3 mois au lieu de 6 mois et s’apprécie désormais dans la branche et non plus dans la régie.

Article 4

Taux de cotisation

Le taux global de cotisation du régime de prévoyance est fixé à compter de la date d’effet du présent avenant à : 1,33 % du salaire brut total du personnel non cadre, quelle que soit l’ancienneté, appelé à hauteur de 1,02 % du salaire brut.

Après une période d’observation de 2 ans et en fonction des résultats techniques enregistrés par le régime, le taux d’appel pourra être reconduit ou modifié.

Cette cotisation est répartie à raison de :

- 70 % à la charge de l’employeur, soit 0,71 % du salaire brut, dont 0,45 % du salaire brut au titre des obligations « maintien de salaire » ;
- 30 % à la charge du salarié, soit 0,31 % du salaire brut.

Article 5

Effet et durée de l’avenant

Le présent avenant prend effet le 1^{er} juillet 2007, étant entendu que les arrêts dont l’origine est antérieure à cette date restent couverts selon les dispositions prévues dans les avenants précédents.

Il fait partie intégrante de l’accord collectif national professionnel du 12 avril 1999 et il a la même durée que celui-ci. Il pourra être modifié ou dénoncé selon les conditions des articles L. 132-7 et L. 132-8 et suivants du code du travail.

Dans l’hypothèse où le « contrat de garanties collectives » serait résilié à l’initiative de l’une ou des parties, les partenaires sociaux se réuniront pour trouver une solution de remplacement. A défaut, le présent avenant cesserait de s’appliquer à la date d’effet de la résiliation.

Article 6

Dépôt

Le dépôt du présent avenant sera effectué en 5 exemplaires auprès de la direction départementale du travail et de l’emploi de Paris. Un exemplaire sera déposé au secrétariat-greffe du conseil des prud’hommes de Paris.

Fait à Paris, le 30 mai 2007.

Suivent les signatures des organisations ci-après :

Organisation patronale :

Syndicat national professionnel des employeurs régies de quartier (SNPERQ).

Syndicats de salariés :

Fédération nationale des personnels des organismes sociaux CGT ;

Fédération nationale action sociale CGT-FO ;

Fédération nationale des salariés de la construction et du bois CFDT.